



## **Civil society statement concerning Beijing + 15 process Review at Commission on the Status of Women, New York, March 4<sup>th</sup> 2010**

---

### **Résumé** Mars 2010

---

#### **Introduction**

Ce texte est une déclaration conjointe de plusieurs ONG et associations de la société civile qui revendiquent une plus grande implication des ONG et associations de la civile et une meilleure application du programme d'action de Pékin, au sein des gouvernements, qui tient compte des réalités locales.

#### **Constat de la société civile**

##### **Place et rôle des organisations de la société civile (OSC)**

Le programme d'action de Pékin élaboré durant la 4<sup>ème</sup> conférence internationale sur les femmes en 1995 inscrit les droits des femmes dans un contexte international où la justice sociale, l'égalité, le développement et la paix sont primordiaux. L'intégration de la perspective genre redéfinit les relations de pouvoir.

Durant le processus de Pékin, les organisations de la société civile ont été des moteurs. Le Secrétaire général a d'ailleurs insisté sur l'importance de l'implication de la société civile dans le processus de Pékin. Toutefois durant Pékin + 15, ces mêmes organisations de la société civile ont noté que leur participation et leur influence dans les prises de décisions étaient insuffisantes : non consultation de la société civile, absence d'information sur les processus possibles d'influence de la société civile sur la tenue des rencontres et des décisions de Pékin + 15 ou encore manque de logistique et d'équipement pour une participation efficace des femmes de la société civile aux différents événements.



## Evolution du programme d'action de Pékin

Concernant la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, les OSC ont noté que la CSW 54 n'a pas permis de réaffirmer et d'engager fermement des mesures et actions concrètes pour leur application. Les défis auxquels les femmes doivent faire face dans leur quotidien et l'impact des différentes crises (alimentaire, changement climatique, financière, économique) sur les femmes sont sous-estimés. En effet ces crises créent de nouveaux défis : nouvelles formes de l'insécurité, internationalisation de la pauvreté, redéfinition de l'aide internationale, féminisation de la pauvreté, etc.

## L'appel de la société civile

Face à ces constats, les ONG et associations de la société civile des femmes se sont mobilisées pour lancer un appel à l'attention du Secrétaire Général de l'ONU, du président de la CSW, des Etats membres ainsi qu'aux responsables de l'ECOSOC, des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation Mondiale de Travail, de l'UNCTAD<sup>1</sup> et du sommet 2010 des OMD.

Elles demandent :

- \* la création d'une entité des Nations Unies pour l'égalité des genres et les droits des femmes qui intègre la société civile dans les processus de prises de décisions.
- \* l'attribution d'un fond spécifique pour les programmes, politiques et mécanismes institutionnels des gouvernements ainsi que pour les OSC des femmes grâce notamment à l'application de la Déclaration DOHA sur le financement pour le développement 2008.
- \* la mise en place d'un cadre financier avec des échéances et un calendrier fixes
- \* la pleine et effective participation des OSC dans les prises de décisions

## Sources

*Civil society statement concerning Beijing + 15 process Review at Commission on the Status of Women, New York, March 4<sup>th</sup> 2010*

Coumba Sylla  
Assistante au pôle Société de l'information de l'Institut Destrée  
pour Millennia 2015

---

<sup>1</sup> UNCTAD= United Nations Conference on Trade and Development. Créé en 1964, il s'agit d'un organe l'intégration progressive des pays en développement dans l'économie mondiale (assistance des pays en développement pour les négociations commerciales internationales, analyse de la concurrence et des mesure de protection des consommateurs, etc).

Site internet : <http://www.unctad.org/Templates/Startpage.asp?intItemID=2068&lang=1>